

AGAUREPS-Prométhée

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE- Prométhée

Chez Francis Daspe 36 cours des Fossés Apt B 3 33 210 LANGON.

Courriel : contact@agaureps.net

Site internet : www.agaureps.net

La lettre de l'AGAUREPS- Prométhée

N° 51 – Juin 2008

L'AGAUREPS-Prométhée (Association pour la Gauche Républicaine et Sociale – Prométhée) met en place une Lettre mensuelle destinée à diffuser l'information auprès d'un plus large public.

Sommaire du numéro 51 :

- Tribune de Vincent MAROT « Mai 2008 : sous les pavés, la droite »
page 2
- Brèves de Mai 2008 page 4
- Compte-rendu de la réunion de travail du 21 avril 2008 à Mont-de-Marsan de l'AGAUREPS-Prométhée page 14
- Une fiche d'adhésion (facultative...) pour 2008 page 16

Si vous ne souhaitez plus recevoir la Lettre du mois de l'AGAUREPS-Prométhée, veuillez l'indiquer à l'adresse suivante :

- contact@agaureps.net

Mai 2008 : sous pavés, la droite

Une version réduite est parue dans la rubrique Espace lecteurs de Sud-Ouest du 10 mai 2008.

On a bien du mal à définir la doctrine économique du président. Les zigzags sont tels qu'on finit par parler de pragmatisme, pour être positif. On pourrait tout aussi bien parler d'incohérence, tant il est difficile de trouver un sens à ce patchwork. Ayant promis tout et son contraire, la réduction de la dette en même temps que des baisses d'impôt et l'augmentation du pouvoir d'achat, ayant cité Jaurès et Blum tout en ayant fustigé la gauche et caressé l'extrême droite, ayant parlé d'abolition des droits de succession comme des parachutes dorés, ayant loué à la fois les modèles britanniques et scandinaves, Sarkozy l'illusionniste a envoûté la plupart des analystes qui n'osent plus le qualifier de libéral. Pourtant, derrière le désordre des mots, une vraie politique de droite est en marche.

Depuis un an, en y regardant de près, on constate que toutes les mesures libérales ont été lancées manu militari avec les moyens qu'il fallait, et la grande majorité des velléités sociales sont restées à quai.

Bouclier fiscal, suppression des droits de succession, poursuite des baisses d'impôt sur le revenu, exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires pour les entreprises, déduction des intérêts d'emprunt sans condition de ressources pour les propriétaires, franchise médicale, suppression de postes dans l'éducation, suppression de la carte scolaire, baisse des dotations aux associations de solidarité urbaine, rétention de sûreté, limitation de la responsabilité pénale des dirigeants et du délai de prescription des abus de biens sociaux, carte judiciaire, tests ADN pour le regroupement familial, quotas d'expulsés par région, contrôle des chômeurs, tout y est passé avec un minimum de débat, financé inconsidérément, tamponné au Parlement par une majorité soumise, sans évaluation et parfois sans préparation.

De l'autre côté, malgré de belles paroles distillées ça et là pour amadouer sans frais l'opinion dès que la pression augmentait ou que les sondages baissaient, on attend encore la suppression des parachutes dorés, la contribution aux cotisations des stock-options, la dotation et la généralisation du RSA (qui lui a dû subir une évaluation contrairement aux 14 milliards du paquet fiscal), le conditionnement des exonérations à des augmentations de salaire ou des embauches ou du réinvestissement, la suppression des niches fiscales (après un an, on vient d'apprendre cette semaine que 5 sur 359 seraient peut-être plafonnées !), la sécurisation des emplois contrepartie de la flexibilité des salariés et des sanctions aux chômeurs, l'augmentation des retraites modestes et du minimum contributif, les 25% d'augmentation du minimum vieillesse, les contraintes au patronat pour l'emploi des seniors, l'augmentation du budget de la justice, des prisons, du logement.

La vérité est que cette droite là, qui n'applique et ne budgète que les réformes libérales, a rarement été aussi dure et aussi dogmatique. Les croyances classiques et conservatrices sont là, tenaces, et elles sont bien le fil conducteur des réformes, qui servent les intérêts des mêmes, les plus riches (au sens des grilles de revenu et de patrimoine de l'INSEE) et les entreprises. A tel point qu'une partie des députés de la majorité, après le désaveu logique des élections municipales, a réclamé plus de justice. Car les réformes, pour être acceptées par des Français qui y sont prêts, doivent être justes, faire partager l'effort, et s'attaquer aux conservatismes du bas comme du haut.

Au lieu de cela, la réforme, argument de vente principal de ce gouvernement et terme passe-partout enrobant n'importe quel plan de rigueur, est devenu un nom de code pour un programme idéologique à sens unique, vieux comme les recettes éculées de la droite : moins

d'Etat et de fonctionnaires, moins d'impôt progressif, moins de charges, moins d'immigrés, plus de flexibilité, plus de travail, plus de sanctions.

Dernier exemple, la question des retraites donne l'occasion au gouvernement de resservir son couplet bien huilé : il parle de « la » réforme comme s'il n'y en avait qu'une possible, il vend une solution unique, l'allongement de la durée de cotisations, et ne supporte aucune contradiction, traitant les contestataires d'immobilistes ou d'ignorants. Si la réforme était contestée, c'est qu'elle aurait été mal expliquée, sans assez de « pédagogie ». Une vraie propagande. L'équation des retraites, mathématique, a pourtant d'autres leviers, avec des marges de manœuvre sur chacun d'entre eux : le taux de cotisations, le niveau des pensions (abaissement du plafond ou dégressivité pour les grosses retraites par exemple), le taux d'emploi (des seniors et des jeunes en particulier), l'assiette des cotisations.

Un exemple parmi d'autres sur l'assiette : on peut l'élargir aux revenus du capital, mais déjà limiter les exonérations sur les revenus du travail. La Cour des Comptes a recensé tous les revenus du travail qui échappent aux cotisations ou à la CSG (rapport annuel septembre 2007) : stock-options, épargne entreprise, participation, intéressement, indemnités de retraite et de licenciement, heures supplémentaires... Au total, environ 40 milliards d'euros par an de manque à gagner pour la collectivité, profitant à une minorité de salariés qui plus est. Les exonérations diverses (lois Fillon notamment sur les salaires jusqu'à 1,6 SMIC) accordées sans contrepartie, coûtent à peu près le même montant. A côté, le déficit des retraites est estimé par le Conseil d'Orientation des Retraites à 5 milliards en 2008, 15 milliards en 2015, 25 milliards en 2020.

Des économistes proposent également d'autres solutions qui simplifient, répartissent l'effort et équilibrent le système : étude Bozio-Piketty par exemple, réforme selon le modèle suédois

(<http://www.jourdan.ens.fr/piketty/fichiers/presse/panorama/2008/LeMonde20080411.html>).

Contrairement au discours martelé, d'autres réformes, alliant efficacité et justice, sont possibles. Contrairement aux apparences, Sarkozy est bien plus dogmatique que pragmatique.

Vincent MAROT

Mai 2008

Les Brèves de l'AGAUREPS-Prométhée

Mai 2008

● Avec le RSA, on passe une fois encore à bon compte à côté des vrais enjeux

Il s'agit d'un communiqué de presse du MARS-Gauche Républicaine.

A l'heure où Martin Hirsch et le président Sarkozy promeuvent le revenu de solidarité active (RSA), une inquiétude se fait jour dans la gauche bien pensante : et si ce dispositif se substituait en fin de compte à la prime pour l'emploi (PPE) mise en oeuvre en 2001 par le gouvernement Jospin, puis calibrée successivement par Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin sur des temps partiels ? De fait, l'argument consistant à dire que pour financer le RSA on va prendre aux pauvres pour donner à ceux qui sont encore plus pauvres ne manque pas de sens. Il faut cependant reconnaître les progrès du gouvernement Fillon en la matière qui, l'été dernier, prenait déjà aux pauvres via le paquet fiscal (15 milliards d'euros) mais pour donner alors aux plus riches !

Sur le fond pourtant, le MARS-Gauche Républicaine ne saurait se contenter de cette maigre avancée. Avant de défendre la PPE contre vents et marées, il convient de se rappeler que celle-ci n'est rien d'autre qu'un impôt négatif, autrement dit, en terme néo ou sociaux libéraux, une politique active à opposer aux mesures passives d'indemnisation des chômeurs. Celle-ci, comme les allègements de charges patronales d'ailleurs (en réalité des parts de salaire socialisées !), participe d'un basculement d'objectifs : abandonner la recherche d'un statut stable pour les salariés, et dont l'augmentation des rémunérations était l'une des finalités, au nom de la lutte contre les rigidités structurelles du marché. Ainsi, afin d'éviter aux entreprises de prendre leur juste part dans la rémunération du travail, on culpabilise les demandeurs d'emploi. On perçoit le cynisme de la chose quand on se rappelle qu'en 25 ans, 10 % de la richesse produite dans notre pays s'est « mystérieusement » vue transférée du travail vers le capital, et que dans le même temps, le nombre de victimes de la précarité (chômeurs, travailleurs pauvres...) ne cessait d'augmenter.

Ainsi, si le MARS-Gauche Républicaine dénonce le financement du RSA, il n'adhère pas non plus à sa mise en oeuvre comme il n'adhérait pas auparavant au principe de la PPE. Le MARS-Gauche Républicaine réaffirme la nécessité de voir les statuts des salariés reconnus, y compris en termes salariaux. Loin de l'épouvantail de l'inflation que les défenseurs du dogme libéral ne cessent actuellement d'agiter, nous réaffirons la nécessité de répondre aux pertes de pouvoir d'achat en rendant au travail les parts dont il a été amputé ces dernières années au bénéfice des actionnaires. Les mesures compensatoires n'auraient plus lieu d'être, dès lors que le travail et les travailleurs seraient reconnus à leur juste valeur. Sur ce sujet comme sur d'autres, la Gauche a elle aussi besoin de rupture et ne peut se contenter d'accompagner les politiques prescrites par les penseurs de l'autre bord. Elle se doit au contraire de réaffirmer clairement les objectifs qui sont les siens pour défendre celles et ceux qui en ont réellement le plus besoin.

François COCQ 28 / 04 / 2008

• La loi dite de « Modernisation de l'Economie » : loi des dupes !

Il s'agit d'un communiqué de presse de Georges SARRE, Premier Secrétaire du MRC.

Duperie, parce qu'on prétend favoriser le consommateur, alors qu'on ne fait qu'offrir aux grandes enseignes de la distribution des facilités supplémentaires de profits. En particulier, on ne répond en rien au piège dans lesquels sont pris les consommateurs victimes des situations quasi monopolistiques. Surtout, on ne répond en rien au problème de l'insuffisance du pouvoir d'achat, qui doit se régler par une augmentation des salaires.

Cette loi est aussi contre-productive, parce que le seul effet véritable qu'elle aura, outre l'accroissement des superprofits de la grande distribution, c'est un coup supplémentaire porté aux petits commerçants, à leur savoir-faire, au lien social qu'ils introduisent dans la ville.

Quant à la « réforme » du livret A, c'est un moyen de drainer l'épargne populaire au profit des bénéfices des banques et au détriment du financement du logement social, dans un pays où la crise du logement est pourtant paroxystique.

Faute de vouloir développer une vraie politique alternative au niveau européen et mondial, en faveur de la croissance et des salaires, le gouvernement s'empêtre dans la fuite en avant néo-libérale.

Georges SARRE 28 / 04 / 2008

• Les enseignements des aventures et mésaventures européennes de la gauche

Ces dernières semaines, les exemples autour de nous en Europe de ce qu'il convient de faire et ne pas faire à gauche ont été nombreux. Il est maintenant temps d'en tirer les enseignements.

Ainsi, le parti démocrate de Walter Veltroni, qui prétendait rassembler la gauche et le centre sur une ligne social-libérale, a subi il y a quelques jours une cruelle désillusion. Non content de ramener au pouvoir Silvio Berlusconi et la ligue du Nord, il a aussi désintégré la gauche italienne. Comme il fallait s'y attendre, ce désaveu a été confirmé deux semaines plus tard par la perte historique de la mairie de Rome, fait inédit depuis la période fasciste, et qui met les clés de la ville dans les mains de l'un de des trop nombreux héritiers du Duce. En personnalisant la vie politique et en proposant les mêmes orientations générales que la droite, la gauche s'est exposée au risque bien naturel de voir les électeurs préférer l'original à la copie. Tout cela nous ramène inmanquablement au phénomène électoral que nous avons connu en France lors de la dernière élection présidentielle. Quand tant d'autres nous disent de regarder chez nos voisins ce que l'on devrait faire chez nous, nous sommes persuadés au contraire que nous devons en l'occurrence regarder les erreurs qu'il convient de ne pas rééditer si nous ne voulons pas que la gauche française soit dans quatre ans le même champ de ruine que sa consœur italienne.

Dans le même temps, le parti travailliste britannique a subi début mai ce qu'il n'est pas non plus usurpé de qualifier de défaite historique. Point d'orgue de ce repli massif des travaillistes anglais, la défaite de Ken Livingstone, le populaire et charismatique ex-maire de Londres. Si la presse se déchaîne aujourd'hui contre Gordon Brown et que celui-ci se défasse comme tant d'autres en pareil cas sur la conjoncture mondiale, il faut surtout y voir la piètre opinion que se font les britanniques des mandats successifs de Tony Blair, puis de son remplacement par son ancien directeur de l'échiquier. De ce point de vue, la recherche de

la « troisième voie », traduction par Anthony Givens des ravages clintoniens, n'a rien moins qu'enterré les espoirs des couches populaires encore nombreuses outre Manche.

Loin de ces errements contre-productifs, le phénomène Die Linke en Allemagne est autrement plus intéressant et porteur d'espoir. Ce parti, qui a su réunir le meilleur des traditions socialistes et communistes, mais qui a su également agréger nombre d'acteurs issus des mouvements sociaux (syndicalistes, altermondialistes...), a déjà changé la donne de l'autre côté du Rhin non seulement par son poids électoral, mais aussi par la capacité qui a été la sienne à faire bouger les lignes au sein du SPD.

La France n'est pas l'Allemagne. Une recomposition à l'identique n'est donc ni souhaitable ni souhaitée. Mais si celle-ci doit voir le jour, elle ne pourra se dispenser d'intégrer en son sein les héritages socialistes et communistes, la matrice républicaine, terreau originel de toute la gauche, en étant le liant. Toutes celles et tous ceux qui appellent à une gauche digne de ce nom doivent désormais œuvrer pour que l'exigence de la transformation sociale trouve rapidement un tel débouché électoral à vocation majoritaire, enfin à même de répondre aux aspirations populaires et par là à faire barrage à la droite

François COCQ 02 / 05 / 2008

• Le vertige des chiffres (suite)

La fraude fiscale en France vient d'être évaluée à 40 milliards d'euros par an. Cette correspond *grosso modo* au total des déficits publics actuels qui sont estimés à environ 50 milliards d'euros. Plus choquants encore sont les efforts faits pour nous expliquer qu'il faudrait concéder des avantages à ceux qui s'évertuent à contourner le fisc afin qu'ils le fassent moins ou pas davantage. C'est clairement donner une prime à l'incivisme et valider sans le combattre l'affaîssement de l'esprit public !

Le prix du gaz augmente à nouveau de 5,5%, ce qui s'ajoute une précédente hausse de 4% en date du 1^o janvier de cette année. Soit près de 10% en l'espace de quatre mois ! On comprend mieux dans ces conditions l'embarras du président de la République lors de son intervention télévisée au cours de laquelle il a évité de répondre aux questions qui lui étaient posées avec plus ou moins d'insistance.

La plus surprenant est que le prix du gaz acheté dans le cadre de marchés à long terme a baissé de 10% en 2007 ! Le fait s'explique par la baisse du baril d'août 2006 à décembre 2007, l'utilisation de contrats à longs termes atténuant les chocs des variations, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar (ce qui est un des très rares éléments positifs de l'euro cher...).

Depuis novembre 2004 on relève sept hausses du prix de gaz, ce qui chiffre l'augmentation du prix du gaz dur la période à 48,2%. Concrètement, en comparant les factures, cela se concrétise en moyenne par un surplus de 420 euros par an à déboursier !

Le projet de réforme gouvernemental prévoit la suppression de 63 conseils de prud'hommes sur un total de 271. A part ça, on peut dire que le droit du travail se porte bien et ne subit aucune attaque !

359 « niches fiscales » ont été officiellement recensées. On aimerait maintenant savoir lesquelles se justifient par un souci de justice sociale et les autres qui ne relèvent que de ce qu'il est courant de nommer un effet d'aubaine. On aimerait aussi savoir à quelles catégories bénéficie en grande partie ce maquis des niches fiscales.

Pour la rentrée prochaine, on sait déjà que la suppression de 11 000 postes dans l'Education nationale pose de très gros problème. Mais il faut savoir que pour la rentrée 2009 est en voie de préparation dans les services du ministère qui planifient la suppression de pas moins de près de 18 000 postes. L'hémorragie continuera !

La Banque d'Angleterre a dû mettre 50 milliards de livres sterling pour faire face à la crise financière outre-manche. Cette injection massive de liquidités va se faire par la conversion de crédits immobiliers plus ou moins « pourris » et détenus par les banques en emprunts d'Etat pour une durée de un à trois ans. Comme quoi il y a toujours de l'argent, et en grande quantité, pour sauver les banques...

Selon les statistiques internationales, on comptabiliserait 75 millions de personnes en situation de détresse absolue. Le programme alimentaire mondial (PAM) recense 850 millions de Terriens qui souffrent de la faim de manière significative.

Francis DASPE 02 / 05 / 2008

● *La contre-révolution cathodique*

J'ai regardé avec intérêt, hier au soir, l'émission de télé sur Georges Marchais le cathodique, avec comme titre principal : « part de Marchais ». Sans doute faisait-il recette à l'audimat, ce secrétaire général d'un PC résolument engagé dans l'union de la gauche en ces années 70.

Georges Marchais combinait alors deux atouts. Celui de représenter un parti au score électoral encore élevé (un électeur français sur quatre) et surtout ce tempérament, cet aplomb et ce culot d'acier qui prêtaient à rire. L'émission traduit formidablement cette révolution de la com' chez ce dirigeant communiste en totale rupture avec ses prédécesseurs formés dans la tradition tribunitienne des meetings mais parfaitement incapables de présence cathodique, supposant un ton assuré et spontané mêlant humour, roublardise et réactivité.

Souvenez-vous les difficultés éprouvées dans ses débuts télévisuels par un François Mitterrand qui se rattrapa fort bien par la suite. Exit avec VGE, le style conférence de presse du Général pourtant si génial dans ses réactions et boutades publiques. Les années 70 marquent une énorme évolution de l'homme médiatique public. Pour le meilleur et pour le pire. Un peu pitre, Georges Marchais avait nous dit-on de l'appétit médiatique. Une attitude de fauve ! Les journalistes témoignent de ce tempérament quand ils se trouvaient eux-mêmes pris en proie alors qu'ils croyaient prendre ! Les grands succès de Georges Marchais ne tenaient-ils pas à sa capacité d'en imposer aux forts en thèmes déstabilisés par sa gouaille emportée et son style offensif ?

Ces succès médiatiques ont accompagné, il est vrai, une attitude plus ouverte du PCF sur l'évolution du monde dans une conjoncture nouvelle : « le socialisme aux couleurs de la France » sous l'influence d'un Juquin ou d'un Fiterman et l'eurocommunisme prôné par les dirigeants italiens et espagnols. La perte d'audience du dirigeant français n'alla-t-elle pas de pair avec le retour à une posture plus sectaire d'un PCF en butte à l'hégémonie de ses alliés socialistes, tentés alors par « le virage à droite » ?

La rupture des négociations sur le programme commun entame alors un lent processus d'érosion du PC. Georges Marchais n'est plus à l'affiche dès son raté télévisuel en direct de Moscou lorsqu'il justifie l'invasion de l'Afghanistan par les soviétiques. Nous sommes alors en pleine crise des relations internationales avec un durcissement des rapports des deux super blocs (en toile de fond des années quatre vingt : la guerre des étoiles conduites par les

Américains, l'implantation des SS20 soviétiques à l'Est et des fusées Pershing en Europe occidentale).

Il y aurait beaucoup à dire sur le discrédit qui fut alors jeté sur le dirigeant communiste car, au-delà de sa personne n'était-ce point aussi l'effet des croisades anti-communistes et la poussée du néo-conservatisme avec Thatcher et Reagan ? Quoi qu'il en fût, Georges Marchais ne pouvait compenser son déficit politique par sa présence médiatique, laquelle fut fortement entamée durant ce processus de décomposition électorale engagé dès les années 80. En fin d'émission, le témoignage de Pierre Juquin traduit assez bien ce basculement et relativise l'effet médiatique vis à vis du fond.

Une toute autre question reste pendante : celle de la surmédiation des hommes publics au détriment des débats de fond qui n'ont plus cours dans les grands médias. Une question importante pour le devenir de notre démocratie.

Xavier DUMOULIN 02 / 05 / 2008 <http://sr07.unblog.fr>

• Des prises de consciences salutaires

L'ordre économique mondial triomphant, appelée globalisation par les anglo-saxons, génère son cortège d'injustices frappantes. C'est à cela que l'on peut s'apercevoir assez aisément que la mondialisation néolibérale et financiarisée est en définitive la simple version actualisée du capitalisme. Afin de contrecarrer efficacement ses menées, il est nécessaire de le mettre à nu et d'en démasquer la logique de son fonctionnement intime. Dans cette optique, toutes les prises de conscience au quotidien s'avèrent utiles. Au cours des dernières semaines, on a assisté à des réactions populaires allant dans ce sens.

La première concerne la grève menée par les ouvriers roumains de l'usine de Pitesti appartenant à une filiale de Renault et fabriquant les voitures à bas coûts, la Logan. Qu'est-ce qui avait motivé cette grève ? Simplement la prise de conscience de l'exploitation salariale dont ils étaient victimes. Etat de fait difficilement contestable quand on prend connaissance du salaire mensuel : 284 euros bruts. Etat de fait confirme au vu des concessions salariales concédées au bout des trois semaines de grève par la direction : 133 euros bruts à répartir en deux tranches, une prime annuelle minimum de 330 euros bruts (quasiment l'équivalent d'un treizième mois). Comme il y avait de marge et des plus-values particulièrement conséquentes...

Les émeutes dites de la faim qui se sont multipliées à travers la planète sont à ranger dans cette catégorie. Ces révoltes populaires contre la flambée des prix alimentaires ont touché une grande diversité de pays en Afrique (Egypte, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun, Mozambique, Sénégal), en Asie (Indonésie, Pakistan, Philippines), ou en Amérique (Haïti, Mexique, Argentine). Autrement dit pas seulement des pays parmi les plus pauvres de la planète classée dans la catégorie PMA (pays les moins avancés), mais aussi des pays à revenus moyens ou émergents. Cela prouve qu'il ne s'agit pas d'un simple problème conjoncturel (baisse de la production due à des causes climatiques, augmentation de la population, incidences sur la chaîne alimentaire de la flambée du prix du pétrole etc...).

Mais davantage de raisons structurelles relevant de choix économiques, comme le prouve le fait que dans la plupart des pays il existait un stock de nourriture disponible : il n'y avait pas à proprement parler de pénurie en dépit de choix contestables ayant conduit à la baisse des surfaces cultivées, à l'image du détournement de denrées alimentaires vers les biocarburants (il faut reconnaître que devant l'urgence les Verts européens ont demandé l'arrêt de ce programme biocarburants). Pour la majeure partie, il s'agissait plutôt d'une

question de pouvoir d'achat aggravé par des actes de spéculation scandaleux. C'est donc davantage aux sources même du système économique appréhendé aux différentes échelles qu'il faille rechercher les responsabilités de ces mouvements qui font penser par leur expression aux émeutes frumentaires d'Ancien Régime.

Francis DASPE 03 / 05 / 2008

● La laïcité à nouveau insidieusement sapée

L'alinéa 4 de l'article 2 du projet de loi relative à l'adaptation au droit communautaire européen dans le domaine de la lutte contre les discriminations remettrait en cause les principes de laïcité et de mixité à l'école. Au motif de lutter contre les discriminations, il autorise « *l'organisation des enseignements en regroupant des élèves en fonction de leur sexe* ».

La séparation des filles des garçons pour certains enseignements, c'est précisément le souhait formulé par nombre de particularismes religieux. Cette mesure permettrait l'intrusion dans le fonctionnement de l'institution scolaire de vieilles revendications religieuses revanchardes. Ce serait la porte ouverte à l'expression de toutes les régressions communautaristes et les replis identitaires qui donnent droit de cité aux fondamentalismes cléricaux.

La vigilance s'impose plus que jamais pour veiller à ce que la laïcité ne fasse pas l'objet de mesures insidieuses qui conduisent à la battre en brèche.

Francis DASPE 06 / 05 / 2008

● Les dominants et les factieux contre une Bolivie terre d'émancipation

Imaginez la région Ile-de-France à l'initiative d'un référendum visant à promouvoir, en dehors de toute légalité constitutionnelle et législative, une autonomie territoriale, avec à la clef, son indépendance économique et politique ! Vous devinez les décisions du Conseil constitutionnel ou du Conseil d'Etat ayant à connaître des actes d'usurpation de compétences à l'origine d'un véritable coup d'Etat.

Eh bien ! C'est pourtant la tragique réalité en œuvre ce jour dans la riche province de Santa Cruz, dotée de gisement d'hydrocarbures pouvant relever d'une exploitation par l'Etat et de grands ranchs et plantations susceptibles de redistribution. La défense des intérêts économiques et des privilèges semble ainsi au cœur d'une opération de déstabilisation d'un gouvernement démocratique, ayant l'appui massif des populations indigènes.

Dans cette grande province pour l'essentiel de peuplement non indigène et de près d'un million d'électeurs, une majorité se serait prononcée sur le statut d'autonomie du plus vaste département bolivien, selon des sondages à la sortie des urnes rendus publics par deux chaînes de télévision locales favorables à l'autonomie.

La cour électorale de Santa Cruz semble cautionner ce processus illégal à la différence de la Cour nationale électorale qui avait quant à elle prévenu par avance qu'elle ne validerait pas les résultats de la consultation convoquée hors du cadre légal. Ces élections, sources d'énormes tensions, vont ainsi constituer le fer de lance de l'opposition à un régime qui met en pièce les intérêts de l'oligarchie et des firmes internationales.

Du tristement déjà vu et entendu ! Et notre presse semble faire le jeu des dominants en déplorant la situation de violence qui serait le fait des paysans indiens. Mais qui sont donc les factieux ?

Xavier DUMOULIN 06 / 05 / 2008 <http://sr07.unblog.fr>

● *Traité de Lisbonne : dernière chance*

Je vous conseille d'aller sur le site http://www.irish-friends-vote-no-for-me.org/index.php?set_language=fr&ccpage=sign_petition pour écrire aux électeurs irlandais qui détiennent notre ultime chance de faire échouer cette Europe dont nous ne voulons pas.

Comme l'a reconnu Jean-Pierre Jouyet à Bruxelles, il n'y a pas de plan B (seulement, la perspective de tout remettre à plat et de faire une autre Europe !!!) D'où la panique à bord, visite de Barnier qui essaie de rassurer les agriculteurs irlandais en les assurant que la France est avec eux (ça pourrait être fort drôle si ça n'était pas si pitoyable, essayer de faire croire que la France a encore quelque pouvoir dans l'Europe actuelle c'est vraiment demander aux Irlandais de prendre des vessies pour des lanternes !); le Premier ministre irlandais Bertie Ahern a démissionné pour laisser sa place à l'actuel ministre des Finances et vice-Premier ministre Brian Cowen, à charge pour eux d'assurer la victoire du « oui ».

Malgré tous les efforts des élites politiques nationales ou européennes, la victoire du « non » est fort possible, tant les Irlandais sont indécis devant un traité qu'ils disent ne pas comprendre, ou craindre. Actuellement, le non est à 31%, le oui est passé en deux mois de 43 à 35% et les indécis sont 34%.

Christine TASIN 15 / 05 / 2008 <http://christinetasin.over-blog.fr>

● *Pour le maintien du 8 mai*

Ils osent !!! Sarkozy et son gouvernement envisageraient de remplacer la fête nationale du 8 mai par le 9, jour de fête de l'Europe. Un pas de plus dans la disparition de la nation.

Une simple brève dans la presse écrite nationale ; une dépêche lue à la radio, c'est ainsi que les français ont appris en ce début du mois de mai 2008 que François Fillon n'écartait pas l'idée avancée par le Premier ministre Luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, de faire du 9 mai, jour de la fête de l'Europe, un jour férié en remplacement du 8 mai.

Déjà en 1975, le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing avait décidé de supprimer la commémoration de la victoire alliée du 8 mai au motif de la réconciliation franco-allemande dans le cadre de la relance de la construction européenne.

Cette volonté de supprimer le 8 mai participe d'une vision dévalorisante et mortifère de l'Histoire de France où certains souhaitent amputer la mémoire nationale pour faciliter une intégration dans une Europe fédérale, libérale et atlantiste.

Mais le devoir de mémoire ne peut se satisfaire d'une information sélective car les peuples qui ferment les yeux sur leur passé risquent fort d'être condamnés à le revivre en devenant aveugles devant le présent.

Au moment même où Nicolas Sarkozy a rendu hommage à « la vraie France », celle de la Résistance, ajoutant que la France, « elle n'était pas à Vichy, elle n'était pas dans la Collaboration », cette annonce constitue une véritable provocation.

Puisque l'idée d'un 9 mai férié en Europe, qui remplacerait le 8 mai, sera discutée au Parlement français, nous vous invitons à signer cette pétition pour le maintien d'un 8 mai férié et de ses commémorations nationales afin de démontrer à nos représentants l'attachement du peuple français à cette date anniversaire.

Diffusez et faites signer autour de vous cette pétition afin de leur rappeler que la commémoration de la victoire remportée par les armées françaises et alliées le 8 mai 1945, comme d'autres journées commémoratives telle que le 18 juin (anniversaire de l'appel du général de Gaulle depuis Londres) ou, surtout, le 11 novembre, rassemblent la population autour de grandes manifestations.

Christine TASIN 16 / 05 / 2008 <http://christinetasin.over-blog.fr>

• Le bal des egos ou la marche des égaux ?

Florence Muracciole du JDD n'y va pas par quatre chemins pour décrire les jeux de rôle des bêtes de scène du P.S. A l'heure du festival de Cannes, elle présente le casting socialiste dans un article intitulé : Ségolène, Bertrand, Dominique et les autres. D'autres anonymes, *les chevaliers de la nappe ronde*, sans doute complices des chroniqueurs du blog de la rénovation, s'amuse à dépeindre les moeurs féodales du comte Bertrand de l'Arche de Noé et de SégoReine en quête de la possession du royaume de Solfé sur la route de la ville du sacre des rois.

Certes, mieux vaut rire que pleurer de cette affligeante conspiration des égos dans une bravitude qui n'a rien de babouviste. Reste cependant à savoir s'il persiste encore un espoir de voir un jour les socialistes se remettre à la politique, c'est à dire à la réflexion et au débat d'idées, pour tracer les perspectives d'une alternative à la politique de N. Sarkozy et entraîner les citoyens dans ce combat essentiel. Car, pour reprendre le mot juste du jeune Razzy Hammadi, on ne peut faire « *comme si le bruit médiatique était proportionnel à notre capacité à convaincre les militants...* ».

En militant de base, puisqu'il s'agit de cela (et que je suis de ceux-là au sein du Mouvement républicain et citoyen), j'essaie vainement de trouver auprès des dirigeants socialistes une quelconque volonté de relever les défis majeurs posés à notre pays et plus largement aux peuples de notre région d'Europe et de notre monde en butte à tant de tourments. Je ne vois pourtant que gesticulations et conflits d'intérêts dans les petites manoeuvres du week-end alors qu'il y aurait tant à faire à l'échelle de la France, de l'Europe et du monde !

Un Strauss-Khan qui fait connaître, par Michelle Sabban interposée, la vice-présidente du conseil régional d'Ile-de-France, son souci de rester en lice pour 2012, et s'assure de la faisabilité de l'entreprise en demandant à ses amis de remettre les clés de Solférino au très consensuel et médiatique député du Doubs, Pierre Moscovici. Lequel fait mine, à la façon burlesque d'un Jugnot, de n'être d'aucune écurie, sans renier pour autant son allégeance à l'actuel directeur du FMI. Posture intelligente qui lui permet déjà de rallier des reconSTRUCTEURS à l'instar d'un Arnaud Montebourg que l'on a connu naguère plus aguerri au combat d'idées.

Une Ségolène, Madonne en majesté mais au tempérament d'éléphant pourtant bien trempé, fonçant droit au but, toute trompe à l'avant, en vous jurant sur ses grands dieux qu'elle n'a pas d'autre ambition que celle de vous écouter pour mieux vous représenter. Un Bertrand Delanoë, à présent sûr de sa destinée et peut être en capacité de rallier une Martine Aubry qui se promet cependant de contribuer au débat du prochain congrès. Et dans ce vacarme médiatique, un chef de parti, critiqué pour son manque de charisme par tous ces postulants à sa succession et incapable d'imposer une attitude conforme aux décisions

adoptées la veille pour différencier les échéances partisans et présidentielles. Quand d'autres, dans l'ombre, épient les moindres faux pas, voulant faire mine de ne pas y toucher... J'oubliais les turpitudes centristes du leader radical louant sans retenue l'alliance des trois B pour les européennes !

Allez convaincre à présent tous ceux qui sont tentés par la stratégie à la Die Linke qu'il reste une perspective d'unité à gauche quand un appel réussit à rassembler quelques grands noms de la gauche de gauche pour faire contrepoids au très médiatique facteur de la mue de la LCR en parti anti-capitaliste.

Devant ce spectacle, et quand rien ne permet d'espérer que le rideau ne soit prochainement tiré, je m'apprêtais pour un peu à ne plus m'exposer et à me centrer bien égoïstement sur ma carrière professionnelle (sans délaissier celle qui fait aussi mon bonheur de cavalier) s'il ne restait encore, pour tous ces citoyens épris des valeurs de notre belle devise républicaine, trois derniers pions sur l'échiquier politique :

- le Mouvement républicain et citoyen qui retrouve toute sa place pour engager la gauche vers sa refondation républicaine ;

- l'association « *Gauche Avenir* » qui œuvre avec clarté dans et pour l'unité de la gauche ;

- des citoyens, des femmes et des hommes de gauche, élus ou responsables, parmi lesquels des socialistes qui n'acceptent pas ce jeu mortifère et partagent avec nous cette volonté de redonner sens au combat de la gauche face aux ravages de la mondialisation capitaliste.

Puissent-ils s'engager résolument dans le combat pour un projet vraiment alternatif en tournant définitivement le dos aux politiques de chimères et de renoncements ! De l'audace écrivez-vous. Il va falloir en redoubler !

Xavier DUMOULIN 18 / 05 / 2008 <http://sr07.unblog.fr>

● Une offre raisonnable d'emploi ?

Dans lutte contre le chômage, à moins que ce ne soit contre les chômeurs, le gouvernement a introduit la notion « *d'offre raisonnable d'emploi* ». En cas de refus de deux possibilités qualifiées donc de raisonnables, le chômeur subirait des sanctions en perdant des droits à indemnisation. Une offre d'emploi consultable sur le site de l'ANPE pour un poste d'informaticien niveau Bac plus 2 à Pondichéry en Inde a relancé le débat. Pour 40 heures hebdomadaires, le salaire proposé se chiffre dans une fourchette allant de 160 à 320 euros, avec une clause particulièrement édifiante libellée comme suit : « protection sociale et avantages à négocier ».

L'offre émane d'une agence fournissant des services internet fondée en France mais délocalisée en Inde depuis l'an dernier. Son dirigeant a déclaré : « *Je suis dans mon droit, je suis une entreprise indienne, j'embauche aux conditions locales* ». Ajoutant sur son site à l'adresse de ses clients : « *La globalisation du marché m'a amené à ce nouveau positionnement stratégique afin de continuer à apporter des solutions toujours plus innovantes, à des tarifs ultra-compétitifs* ». En guise de justification, il est précisé que le salaire proposé est quatre à cinq fois supérieur au salaire moyen pratiqué en Inde.

Il n'y pas meilleur moyen pour appréhender les mécanismes cyniques actionnant la mondialisation néo-libérale. La coïncidence entre cette offre dite « low cost » et les mesures du gouvernement visant à rendre la législation plus coercitive afin d'obliger les salariés au chômage à accepter un emploi même moins bien payé et plus éloigné que souhaité est troublante. Jusqu'à présent, parmi les offres d'emploi à l'étranger que l'ANPE mettait à disposition, toutes étaient aux standards des salaires français, à l'image d'un poste de

développeur informatique à Casablanca au Maroc rémunéré entre 20 000 et 35 000 euros annuels. Est-ce dans cette dérive que consiste la rupture vantée à cor et à cris ?

Francis DASPE 24 / 05 / 2008

AGAUREPS-Prométhée

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE-
Prométhée Chez Francis Daspe 36 cours des Fossés Appt B 3 33 210
LANGON.

Tél : 05 56 76 87 66

Courriel : contact@agaureps.net

Site internet : www.agaureps.net

Compte-rendu de la réunion de travail du 21 / 04 / 2008 à Mont de Marsan

A Langon, le 22 / 04 / 2008,

1 / Validation de l'Assemblée Générale annuelle

La présence du président François COCQ de retour de Paris pour un rapide passage a permis la validation officielle de l'Assemblée Générale annuelle (signatures obligatoires des décisions et des bilans adoptés).

Bilan financier : solde excédentaire au 28 décembre 2007 de 664 euros.

Composition du Bureau : reconduction dans son intégralité du Bureau de l'année précédente.

Adhésions : les hausses des années précédentes se poursuivent, avec à noter un élargissement encourageant dans les domaines géographique et socio-professionnel.

Bilan d'activité : positif et encourageant par l'accès aux médias, le travail de réflexion qui connaît de surcroît une diffusion non négligeable grâce à la Lettre du mois (comme en témoignent les nombreux retours que nous en avons), la participation à de nombreuses initiatives, le travail en coopération fait avec d'autres partenaires etc...

Suite à la suggestion faite par Danièle BERNA d'une initiative sur la laïcité, l'idée a semblé pertinente et doit être creusée. Le lieu (Mont-de-Marsan ? Bordeaux ?) déterminera pour partie les partenaires qu'il faudra nécessairement associer pour la réussite de cette initiative. Le contenu et le déroulé, dont un cadre a été défini dans ses grandes lignes par e-mail par Danièle qui ne pouvait assister à cette réunion, sont à affiner au plus vite.

2 / La Gauche républicaine et sociale à l'heure de choix tactiques et stratégiques ?

Le thème a été introduit rapidement par Francis DASPE par l'évocation en préalable de la situation de la gauche républicaine et sociale en particulier comme de la gauche en général, ainsi que du positionnement de l'AGAUREPS-Prométhée. Quatre axes de réflexions ont été suggérés afin d'organiser de manière concrète la réflexion forcément foisonnante.

- **Le contenu.** Un effort de formalisation et surtout de pédagogie est nécessaire, ne serait-ce que pour définir l'identité de cette mouvance de gauche républicaine et sociale. Ses deux piliers, le maintien d'une exigence républicaine et la réaffirmation d'une ambition de transformation sociale, puisent leurs sources dans la lignée de la synthèse jaurésienne.
- **Les alliances.** Elles délimitent nécessairement les champs idéologiques dans lesquels réflexion et action doivent s'élaborer. Mais elles ne doivent pas être appréhendées dans une perspective immédiatement électoraliste.
- **Les structures.** L'émiettement de la mouvance de gauche républicaine et sociale, et par voie de conséquence son faible poids effectif dans le champ politique, doivent inciter à se

poser la question de ses structures afin de gagner en efficacité et en influence. Sous quelles formes ? Pour quel arc de rassemblement ? Avec quel centre de gravité ? A quel rythme ? Autant de questions cruciales pour lesquelles pour l'instant les hypothèses l'emportent sur les certitudes. Un devoir d'anticipation s'impose effectivement.

- Les bases sociologiques. Rien ne peut se faire sans l'appui de bases sociologiques assurées et solides. La conquête d'une base électorale (de classe serait-il plus judicieux de dire) stable est urgente. Pour cela, il convient de pouvoir compter sur une base militante dynamique et déterminée. La question des bases sociologiques renvoie en fin de compte à deux questions fondamentales : la reconquête d'une hégémonie culturelle et l'expression de formes militantes mobilisatrices.

Très concrètement, les différents cadres de recomposition qui ont émergé ces derniers mois ont été évoqués. Si le nouveau parti anticapitaliste (NPA) a été analysé comme une impasse, du fait notamment de sa genèse autour de la seule LCR, l'existence d'un leader charismatique et parfois brillant invite à penser que ce NPA s'inscrira dans la durée mais comme une simple force contestataire n'offrant que des débouchés stériles.

Les deux initiatives qui ont retenu l'attention sont celles de *Gauche Avenir* et celle de *Maintenant à Gauche*. Cette dernière a débouché ces jours-ci sur l'appel : « *L'alternative à gauche, organisons là* ». Les appréciations sont différentes en fonction de la lecture qui est faite du parti socialiste et de la capacité qu'il pourrait y avoir à le faire évoluer. Certains considèrent que ce sera au travers d'un nouveau cadre de toute la gauche (Gauche Avenir), qui, via un gauchissement venu de l'extérieur et qui diffuserait jusqu'au sein du PS ferait basculer le centre de gravité de toute la gauche. D'autres plaident pour l'émergence d'une nouvelle force de gauche du type *Die Linke* qui obligerait, du fait de sa simple émergence, l'actuel parti majoritaire à gauche à retrouver le chemin de la transformation sociale et à se repositionner en conséquence.

Quoi qu'il en soit, la nécessité de voir l'une ou l'autre de ces possibilités être menée à terme a été relevée. La gauche républicaine et sociale devra bien sûr y prendre toute sa place et faire en sorte que les idées qu'elle porte y soient centrales. Bien sûr, il faut aussi envisager l'échec, toujours possible, notamment parce qu'on peut penser que la phase de décomposition n'est pas encore arrivée à son terme. Dans ce cas, il faudra songer à conserver un îlot, un refuge, pour faire vivre et exister nos idées afin que celles-ci puissent retrouver la place qu'elles méritent le moment opportun.

La réflexion autour de ces quatre axes doit être menée de manière simultanée. Il est précisé que tout part du contenu et tout y ramène au final. Les autres questionnements, s'ils ne sont nullement annexes, doivent être perçus comme des moyens (des outils indispensables) pour parvenir à des objectifs d'ordre idéologiques (d'ordre « prométhéen » pour reprendre, avec modestie espérons-nous, la raison d'être de l'AGAUREPS-Prométhée...).

Ce débat nourri fera l'objet prochainement de la rédaction d'Actes écrits afin de fixer certaines des grandes problématiques auxquelles nous serons confrontés dans les mois et les années à venir.

3 / Débat : « Le néo-libéralisme et le néo-conservatisme à l'assaut du modèle républicain français »

Un exposé introductif à la question d'une quinzaine de minutes a été fait par Xavier DUMOULIN. Il a permis de situer avec clarté les problématiques et les enjeux tout en apportant nombre d'éléments factuels nécessaires à l'alimentation du débat.

Un effort a été entrepris pour définir dans toutes leurs dimensions les notions de néo-libéralisme et de néo-conservatisme. Les implications que leur développement conjoint fait peser sur le « modèle républicain » français (concept qui a également fait l'objet d'une réflexion approfondie) ont été abordées. La confrontation de points de vue de personnes provenant de sensibilités et de cultures différentes à l'intérieur du « *grand arc de la gauche républicaine et sociale* » (formule typiquement AGAUREPS-Prométhée mais que d'autres préféreraient exprimer avec des mots différents pour des réalités à peu près identiques) s'est avérée instructive et féconde.

Il a été décidé que ce débat devrait lui aussi déboucher sur une formalisation écrite au travers de la rédaction d'actes écrits.

AGAUREPS-Prométhée

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE- Prométhée
Chez Francis Daspe 36 cours des Fossés Appt B 3 33210 LANGON
Site internet : www.agaureps.net

FICHE D'ADHESION ANNEE 2008

NOM :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

Numéro(s) téléphone(s) :

Courriel :

Profession :

Le montant de l'adhésion annuelle est fixé à **10 Euros**. Le règlement peut se faire en espèces ou par chèque à l'ordre de l'AGAUREPS-Prométhée. Envoyer tout courrier à l'adresse indiquée en en-tête.